Espagne : une nouvelle ère politique

Partage international nº 323 – Juillet 2015

Comme on s'y attendait, dans le sillage de la crise économique et des scandales de corruption de hauts vols qui ont terni la réputation des partis politiques traditionnels en Espagne, le pays est entré dans une nouvelle ère politique. Les « Indignés » d'Espagne sont passés des squares de la ville aux centres du pouvoir le 24 mai 2015, lors des élections municipales et régionales où une militante anti-pauvreté a été élue maire de Barcelone et où le parti du Peuple a été battu dans les urnes.

Ada Colau, militante anti-expulsion de 41 ans qui dirige le parti *Barcelona En Comú* (Barcelone en commun) a été élue maire de la ville catalane. *« C'est une victoire de David contre Goliath*, a-t-elle déclaré à l'annonce de sa victoire historique. *Je veux être un maire au service du peuple. Il n'y aura donc plus jamais de citoyens de premier ordre et de citoyens de second ordre dans cette ville. »*

De nombreux partis dits de gauche à l'origine du mouvement, incluant le parti *Podemos*, ainsi que des milliers de citoyens et le parti *Barcelona En Comú*, ont juré de rendre au peuple le pouvoir de décision dans cette ville, promettant de mettre fin aux expulsions, d'accroître les aides aux logements et de redistribuer les richesses de la ville. Le parti de A. Colau a gagné 11 sièges au parlement de la ville sur les 41, ce qui signifie que des alliances devront être conclues. Le 13 juin dernier, elle est devenue la première femme de l'Histoire à la tête de la ville de Barcelone. A la cérémonie d'investiture, elle a déclaré : *« Je remercie le peuple d'avoir rendu l'impossible possible. »*

A Madrid, les résultats des élections municipales du 25 mai étaient moins certains. Le parti populaire (PP) au pouvoir est sorti en tête mais avec une marge insuffisante pour assurer à sa candidate, la vétérante Esperanza Aguirre, sa place de nouveau maire de la capitale espagnole. Ainsi, Manuela Carmena, juge à la retraite, devient maire avec le soutien des socialistes.

Lors des derniers décomptes de votes, vers minuit, Mme Carmena, a remercié ses partisans en disant : *« Cette victoire vous appartient. »* Elle a déclaré qu'elle travaillerait d'arrache-pied pour *« séduire ceux qui n'ont pas voté pour le changement ».*

Un an auparavant, cette ancienne juge communiste, âgée de 71 ans, savourait sa retraite lorsque des amis lui ont demandé de se présenter à la course pour la mairie de Madrid. Elle pouvait battre le PP si son parti formait une alliance avec les socialistes. *« Le vote pour le changement a remporté la majorité »,* a-t-elle déclaré.

Le 13 juin, alors qu'elle s'installait à la mairie de Madrid, des centaines de personnes se sont réunies devant la mairie scandant : *« Oui, on peut le faire ! »* Elle déclara durant son discours d'investiture : *« Je veux remercier ceux qui ont voté pour le changement. Nous sommes ici en tant que serviteurs du peuple. Nous sommes ici pour écouter chacun d'entre eux, ceux qui ont voté pour nous et ceux qui n'ont pas voté pour nous, ainsi chacun d'entre nous sommes maires. Vous n'avez pas à avoir peur de nous, nous sommes à votre service. »*

La démonstration de force de la coalition de gauche à Madrid et à Barcelone indique que les priorités des deux plus grandes villes d'Espagne s'aligneront sur celles des partis contestataires qui ont pour racines le mouvement espagnol des *Indignés (Indignados).*

Le message qui s'en dégage est significatif : les Espagnols ont voté pour la fin des deux partis dominants qui ont caractérisé la politique espagnole depuis la mort de Franco : sur 90 % des votes comptabilisés lors des élections du 24 mai, le parti PP et les socialistes en ont récupéré 52 % contre 65 % il y a quatre ans.

Bien que le PP ait récupéré le plus grand nombre de voix dans les neuf régions du pays, il n'a réussi à obtenir une majorité absolue dans aucune d'entre elles. Beaucoup de votants se sont tournés vers le parti anti-austérité Podemos et vers le parti centre-droit Ciudadanos, n'étant pas convaincus par le message de relance économique du parti en place et se sentant usés par les politiques d'austérité, le chômage galopant et les scandales incessants de corruption.

Les nouveaux venus sur la scène politique nationale sont arrivés en troisième et quatrième position dans la plupart des régions, démontrant qu'ils pouvaient

contrebalancer le pouvoir en place dans beaucoup de gouvernements régionaux. *« Nous aurions aimé que les partis en place déclinent plus rapidement,* a déclaré Pablo Iglesias du parti Podemos, *mais les circonstances nous obligent à poursuivre nos efforts en ce sens. »*

La scène politique espagnole étant devenue une course a quatre, coalitions et compromis entre partis seront nécessaires pour gouverner.

Les élections ont mis en lumière la montée du parti Podemos, parti d'extrême gauche fondé seulement en 2014 mais qui a depuis mené la croisade anti-corruption au sein des partis historiques. Podemos a soutenu Mmes Colau et Carmena.

Pablo Iglesias, leader national de Podemos, a déclaré à ses partisans : *« Les grandes villes sont les grands moteurs du changement en Espagne. »* Il a estimé que le résultat des élections du 24 mai culminait en *« une nuit magique et historique »* montrant que le bipartisme espagnol arrivait à son terme. Il a ajouté : *« C'est un printemps de changements qui est irréversible et qui va nous mener jusqu'en novembre »,* lorsque le gouvernement de M. Rajoy convoquera les prochaines élections générales.

Espagne
Sources : La Vanguardia, Espagne ; The Guardian, G.-B.
Thématiques : Société, politique
Rubrique : La voix des peuples